



Vendredi soir dernier, j'étais au banquet de rentrée du Front de Gauche, dans ma circonscription. En plus de la soirée festive et conviviale, nous devions tracer la feuille de route pour la rentrée, avec tous les militants du Front de Gauche. Nous avons d'ores et déjà élargi le Front de Gauche au-delà des frontières de nos 2 partis, le PCF et le PG. La tâche m'incombait de faire cette feuille de route. Je vous livre ici le discours prononcé à cette occasion. Que les arguments que vous pouvez y piocher vous soit utile : bonne lecture !

"Mes chers camarades et amis,

Quand Mounia Benaïli (PG) et Saïd Seddouki (PCF) m'ont demandé d'intervenir, ils m'ont demandé de faire la feuille de route de la rentrée. C'est quelque chose de sérieux, alors j'ai travaillé. Il s'agit quand même de trouver des arguments, d'impulser une dynamique pour lutter contre l'énorme appareil à décerveler, à enfumer les esprits, à prendre en otage les consciences.

Je veux également remercier celles et ceux qui ont rendu possible ce banquet. C'est là une belle démonstration que les partis politiques ont leur utilité. Car les camarades qui ont œuvré à la réussite de notre réunion ce soir sont issus des partis politiques qui composent le Front de Gauche. D'abord, le plus grand et le plus vieux d'entre tous, le Parti Communiste Français. Mais aussi le plus jeune, le nouveau-né, le Parti de Gauche. Ils prouvent chaque jour que c'est dans les partis politiques que se forment une conscience éveillée des enjeux, et que c'est par eux que la conviction se fait, dans l'engagement militant. Chacun de vous contribue à la grandeur de la gauche, à surmonter les difficultés de ramer sans cesse à contre courant de

l'idéologie dominante. Que vous en soyez tous remerciés.

Ensuite, je n'aurai pas trop de mal à vous convaincre, vous ici, qui êtes des militants de gauche, des sympathisants éclairés de la justice sociale : nous sommes dans une crise du système capitaliste. Qu'est ce que cela signifie ? N'ayons pas peur des mots, le capitalisme fait cycliquement des crises, ainsi que Marx et Engels l'analysaient. Et ces crises sont des crises de surproduction. Nous produisons trop. C'est fou, non ? Quand tant de gens se serrent la ceinture, voir vivent dans la misère la plus totale, et bien en réalité, nous produisons trop.

Et depuis que le XXIème siècle a commencé, ceci nous amène une autre réflexion. Auparavant, ces crises de surproduction nous indignaient déjà dans ce qu'elles comportaient de coups pour les salariés, d'injustices flagrantes, d'inégalités criantes. Désormais, c'est notre propre survie qui est en cause.

C'est l'écosystème humain qui est en grand danger, du fait de cette volonté de produire toujours plus, de puiser chaque jour plus qu'il n'en faut dans les réserves naturelles de notre planète, de rejeter nos déchets jusqu'à transformer notre monde en une vaste poubelle.

Voilà le système économique dans lequel nous évoluons. Une crise servant de prétexte à serrer encore un peu plus le garrot qui nous étouffe et c'est l'Humanité toute entière qui peut tomber dans l'abîme. Tous les signaux sont au rouge. Ce ne sont pas quelques illuminés faisant des prophéties apocalyptiques dans leurs coins ; ce ne sont pas quelques précurseurs ayant vu juste avant tout le monde. Non, c'est la quasi-totalité de la communauté scientifique qui nous met au défi. Et pourtant, que fait-on ? Rien. Pourquoi ?

Parce que ceux qui nous dirigent sont les garants du système qui dysfonctionnent. Les seules réponses qu'ils trouvent aggravent donc encore la crise !

Il y a trop de monnaie "fictive" générée par le crédit ? Les Etats abondent les banques ! La consommation est trop basse pour réguler la surproduction ? Ils baissent nos pouvoirs d'achat ! Les délocalisations créent du chômage ? Ils intensifient le libre-échange ! Les réponses libérales à un problème causé par le libéralisme ne peuvent nous sortir du marasme.

Il faut tout changer. Vous m'entendez ? Tout ! Pourquoi ? Parce que détourner l'attention en stigmatisant une catégorie de la population, monter les gens les uns contre les autres, diviser le peuple pour continuer de régner en toute impunité, tout ceci ne peut être des solutions. Ce n'est ni acceptable d'un point de vue fraternel, et c'est de toute manière voué à l'échec. Retenons les leçons de l'Histoire. Et prenons garde que les Roms des années 2000 ne soient pas les Juifs des années 30. On sait dans quelle horreur tout ceci se termine. C'est pour ça qu'il ne faut pas traiter cette question par-dessus la jambe, et qu'il faut montrer à la droite que notre capacité d'indignation est à la hauteur de l'indignité de leur politique. C'est tout l'objet de la manifestation de demain. Les Roms, mais aussi tout le peuple de France, stigmatisé, montré du doigt, sommé de justifier sa nationalité. Peut-être pour mieux la leur retirer ! Oui, la République exige un comportement fraternel et sécurisant pour tous. Et n'est-ce pas aux dirigeants de montrer l'exemple ? Menace-t-on de retirer la nationalité française à ceux qui fuient l'impôt, qui fuient la contribution solidaire au développement de la nation pour aller vivre dans des paradis fiscaux ? Non, on menace les plus fragiles d'entre nous, ceux qui n'ont rien, ceux qui sont

discriminés, ceux dont les aïeux sont venus construire notre pays, ceux qui sont venus enrichir ceux qui fuient à l'étranger. Ce n'est pas notre conception de la République. Même sol, même droit ! Voilà la France que nous aimons.

Car tout ceci n'est pas abstrait. Les mots "crise", "capitalisme", "xénophobie", ont des répercussions tout à fait concrètes. Le nombre qu'on sera dans la rue pour créer des rapports de force est très concret lui aussi. Les politiques mises en place localement pour colmater les brèches et montrer que d'autres voies sont possibles, également. Car oui, d'autres voies sont possibles.

Il ne s'agit plus d'une simple politique projet contre projet, programme contre programme. Il s'agit d'une urgence. Ça fait des années que l'on dit ça. Et bien, plus nous avançons dans le temps, plus c'est urgent !

Alors à ceux qui se jouent de mots en attendant des alternances politiques, je dis : Messieurs, si vous n'êtes pas capable de trouver des solutions, partez ! Les solutions libérales, qu'elles viennent des marchés financiers, du gouvernement ou du FMI, ne peuvent nous conduire que dans le mur. Demandez au peuple grec ce qu'il pense des mesures préconisées par le FMI ! Demandez aux espagnols, les italiens ou au portugais qui sont traités de "porcs" par les financiers. J'en rajoute pas : les pays évalués par les agences de notation ont un surnom en vogue chez les traders. Portugal-Italie-Grèce-Spain = PIGS. Traduction ? Porcs !

Et c'est le peuple qui résiste qui est mal poli ? Ce sont les manifestants qui sèment le trouble ? Qui est violent et provocateur ? Nous aussi, nous préférons les démocraties apaisées. Celles où le peuple choisit par le vote ce qui est bon pour l'intérêt général, celles où les gouvernants appliquent ce pour quoi ils ont été élus. Et s'ils ont un doute au cours de leur mandat, le référendum est alors présent pour consulter notre souverain, le peuple. Nicolas Sarkozy avait promis, pendant sa campagne électorale, de ne pas revenir sur la retraite à 60 ans. Qu'il consulte le peuple s'il pense que la situation a changé ! Non ? Alors qui pousse à la résistance ? Nul besoin de perdre des journées de salaire si nous étions consultés par voie référendaire. Nul doute non plus de la réponse des Français.

Un simple argument : si vous reculez l'âge de la retraite, vous augmentez aussitôt le nombre de chômeurs, puisque déjà aujourd'hui des millions de chômeurs ne trouvent pas d'emplois, et notamment les quinquagénaires. Ils devront juste être au chômage plus longtemps. Ce que ça rapporterait en temps de travail ou en retraites économisées serait tout aussitôt perdu en allocation chômage et autres coûts sociaux.

Et cette triste affaire Woerth-Bettencourt ? Le même ministre qui nous somme de nous serrer la ceinture, de travailler toujours plus pour toujours moins, est chopé en flagrant délit de collusion avec une des plus grandes fortunes du monde. Il lui a reversé, en tant que Ministre du Budget, environ 25 millions d'€ au titre du bouclier fiscal. Et elle a encore reçu 75 millions supplémentaires depuis. 100 millions d'euros ! Pour une femme qui est déjà hyper riche, qui a les moyens de s'acheter une île. Bon, sa fille lui fait un procès, ses employés enregistrent ses conversations privées et son "ami" lui extorque 1 milliard pendant qu'elle connaît les affres de l'âge. Comme quoi, ça ne fait pas tout. D'ailleurs, ce n'est pas ce que nous demandons.

Non, nous ne voulons pas être hyper riches, nous ne voulons pas polluer la planète de nos yachts et autres jets. Les salariés réclament de la dignité et des conditions de vie décentes, de la fraternité. Quand la tempête ravage notre pays en 2000, les salariés d'EDF font des heures supplémentaires sans rechigner, les services techniques de toutes les collectivités se mobilisent. Les financiers, eux, se dépêchent de vendre leurs actions et de spéculer à la baisse. Stop, le monde ne doit plus, ne peut plus leur appartenir. Qu'ils s'en aillent tous!

Parce que des solutions, nous on en a. Quand je dis nous, je parle de ce qu'on appelle l'autre gauche. Toutes les conversations que j'ai eues avec certains d'entre vous tout l'été, nos rencontres, nos réunions, nos échanges, le même pavé que l'on foule démontrent cette réalité : nous sommes d'accord. D'accord pour changer les choses, les transformer, avec l'appui du peuple. Nous voulons une radicalité, mais une radicalité concrète, qui s'appuierait sur l'implication populaire, ce qu'au Parti de Gauche nous appelons la révolution citoyenne. Tout changer oui, mais par les urnes.

Mais pour battre la droite, pour éviter une fois de plus d'avaler la couleuvre du vote utile à gauche, nous devons nous unir. D'ailleurs, ce n'est plus une couleuvre, c'est un boa. Le Parti socialiste investit les collectifs unitaires sur les retraites, signent les tracts unitaires dans lesquels il y a le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans sans allongement de cotisations.

Et qu'apprend-on ? Que le tract PS qu'ils distribueront à partir de la semaine prochaine propose l'allongement à 41,5 annuités de la durée de cotisation. Nous voilà prévenus. Il est donc impératif que cette union de l'autre gauche se réalise.

Alors nous aurons une vraie chance. Ne la laissons pas passer une 3ème fois. Les européennes, les régionales, mais pas les cantonales.

C'est la dernière élection avant les présidentielles, et cela aura forcément un impact national. Il faut élargir notre Front de Gauche. Il faut présenter des candidats partout où c'est possible. Aux élections cantonales de Savigny-Juvisy et de Athis-Paray, nous allons tous, et ensemble, devoir nous mettre au service de ces batailles qui doivent démontrer notre savoir-faire individuel et collectif pour les élections présidentielles et législatives.

Et puisque les Virois sont les plus nombreux, nous aurons triple tâche : aidez nos voisins à reconduire Claude Vazquez et sortir de chez nous pour poser les bases par ces cantonales de la reconquête de Savigny et de la circonscription. Bien sûr, nous sommes des militants de gauche... alors nous pinaillons, nous débattons, nous discutons. Mais évidemment que cette union doit se faire sur le fond !

D'ailleurs, nous proposons des mesures concrètes, à discuter en 1er lieu avec nos camarades communistes, mais également avec tous ceux qui en sont d'accord. Venez amender, pointez du doigt les incohérences qui existent encore dans ce qui n'est aujourd'hui qu'une solide base de travail. Un référendum sur la réforme des retraites, chiche ? Un référendum du peuple français pour sortir ou pas du Traité de Lisbonne, chiche ? La mise en place d'un revenu maximum, chiche ?

Il y a de quoi faire. Ca tombe bien, dans cette 7ème circonscription de l'Essonne, de l'énergie, on en a revendre.

Enfin, nous on la donne notre énergie, elle n'est ni à vendre, ni à privatiser ! Elle nous a déjà permis de lancer l'association Front de Gauche, qui a pour but d'aller au-delà des militants qui composent le Parti Communiste et le Parti de Gauche. Car les tâches politiques qui nous attendent sont nombreuses et enthousiasmantes. Si nous faisons reculer le Gouvernement sur son projet de réforme des retraites, vous verrez même que notre enthousiasme sera décuplé. Et s'il persiste malgré la forte pression du mouvement social, c'est notre colère qui servira notre détermination !

Camarades, en avant !"